

Brochure n° 3367

**Convention collective nationale**

**IDCC : 2847. – Pôle emploi**

**AVENANT DU 15 MARS 2019  
RELATIF À LA RÉVISION DE LA CONVENTION COLLECTIVE**

NOR : ASET1950996M

IDCC : 2847

Entre :  
Pôle emploi,  
D'une part, et  
CFDT ;  
FO ;  
CFE-CGC ;  
CFTC emploi ;  
SNAP ;  
FSU,  
D'autre part,

**PRÉAMBULE**

La loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 a institué le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu (PAS), qui est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

L'allocation vacances et l'indemnité de 13<sup>e</sup> mois font l'objet d'un premier versement, respectivement en mai et en novembre, le solde étant versé le mois suivant. Le montant de ces primes est intégré dans l'assiette du prélèvement à la source respectivement en juin et en décembre. Afin de minimiser les impacts de ce décalage, les parties entendent modifier la proportion appliquée jusqu'à maintenant entre le montant du premier versement de l'allocation vacances ou de l'indemnité de 13<sup>e</sup> mois et le montant restant dû versé le mois suivant.

C'est dans ce contexte que les parties sont convenues des dispositions suivantes :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modification de l'article 13 « Indemnité de 13<sup>e</sup> mois »  
de la convention collective nationale de Pôle emploi*

Le paragraphe 4 de l'article 13 de la convention collective nationale est modifié comme suit :  
– les termes « 4. Cette indemnité est payable au plus tard le 15 décembre. » sont supprimés ;

– s’y substituent les termes suivants :

« 4. Cette indemnité est versée avec le salaire de décembre. Toutefois, un acompte correspondant à 60 % du montant brut de l’indemnité est versé avec le salaire de novembre. »

## **Article 2**

*Modification de l’article 18 « Allocation vacances »  
de la convention collective nationale de Pôle emploi*

Le paragraphe 4 de l’article 18 de la convention collective nationale est modifié comme suit :

– les termes « paragraphe 4 L’allocation vacances est payable au plus tard le 15 juin. » sont supprimés ;

– s’y substituent les termes suivants :

« 4 L’allocation vacances est versée avec le salaire du mois de juin. Toutefois, un acompte correspondant à 60 % du montant brut de l’allocation est versé avec le salaire de mai. »

## **Article 3**

*Notification de l’accord*

Le présent accord signé est notifié par la direction de Pôle emploi aux organisations syndicales représentatives dans la branche.

## **Article 4**

*Droit d’opposition*

Le présent accord pourra faire l’objet d’une opposition conformément aux dispositions du code du travail.

## **Article 5**

*Publicité et dépôt de l’accord*

Le présent accord est déposé, à l’initiative de la direction générale de Pôle emploi, auprès de la direction générale du travail et au secrétariat-greffe du conseil des prud’hommes de Paris conformément aux dispositions du code du travail.

## **Article 6**

*Durée de l’accord et date d’entrée en vigueur*

Le présent accord collectif de branche est conclu pour une durée indéterminée. Il entre en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> mai 2019.

## **Article 7**

*Révision et dénonciation*

Les dispositions de l’article 1<sup>er</sup> et de l’article 2 du présent accord s’intégrant à la convention collective nationale de Pôle emploi, elles pourront faire l’objet de révision et de dénonciation dans les conditions définies par la convention collective précitée et conformément aux dispositions du code du travail.

Paris, le 15 mars 2019.

(Suivent les signatures.)